



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Certificat de capacite

Question écrite n° 9172

Texte de la question

M. Guy Drut demande à M. le ministre des entreprises et du développement économique, chargé des petites et moyennes entreprises et du commerce et de l'artisanat, de lui faire connaître ou en est actuellement le projet de création d'un certificat de capacité taxi. Cette mesure obligatoire a recueilli l'unanimité des participants aux tables rondes, le référentiel de cette formation ainsi que l'examen ont été élaborés dans le cadre de l'observatoire des qualifications et le Conseil d'État saisi. Il lui demande, alors que tout est prêt pour la mise en place de cette disposition, quand il compte présenter un tel projet.

Texte de la réponse

La question posée résume l'essentiel des demandes des fédérations professionnelles du taxi qui souhaitent, au travers d'un toilettage de nombreux textes qui réglementent cette profession, moderniser l'activité de taxi et améliorer les services rendus aux clients. Des études approfondies ont été réalisées à l'initiative des ministères concernés. Le Conseil national des transports, saisi par le ministre chargé des transports, a examiné les conditions dans lesquelles sont appliquées les dispositions du décret n° 85-891 du 16 août 1985. L'inspection générale de l'administration a reçu du ministre de l'intérieur, conjointement avec l'inspection générale de l'industrie et du commerce, la mission d'examiner le régime actuel de la cessibilité des autorisations de stationnement et les modalités d'une éventuelle modification de ce régime. De même, la réglementation spécifique en vigueur dans les cours de gares et les aéroports fait l'objet d'un examen pour mise en cohérence avec la réglementation générale du taxi. Une qualification professionnelle étant exigée pour l'exercice de ce métier dans de nombreux départements, l'observatoire des qualifications et des formations de l'artisanat, avec le concours des représentants de la profession, a établi un référentiel de formation susceptible de servir de base pour une réglementation étendue à l'ensemble des départements. Ces diverses études devraient conduire à la formulation de propositions à examiner dans le cadre d'une concertation interministérielle, avec notamment les ministres chargés de l'intérieur, de l'économie, des transports et du tourisme, chargés de l'application des textes en vigueur. De plus, le ministre de l'intérieur a proposé d'inscrire dans le programme du Gouvernement la préparation d'une loi sur l'activité de taxi, qui sera présentée dans la mesure du possible lors de la prochaine session de printemps.

Données clés

Auteur : [M. Drut Guy](#)

Circonscription : - RPR

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 9172

Rubrique : Taxis

Ministère interrogé : entreprises et développement économique, chargé des petites et moyennes e

Ministère attributaire : entreprises et développement économique, chargé des petites et moyennes e

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 13 décembre 1993, page 4431

Réponse publiée le : 14 février 1994, page 785